

Chili: comme la corde soutient le pendu

Roger UEBERSCHLAG

*Et Jésus
dit au
Chilien :
Lève-toi,
prends ton
cercueil
et marche
(JEAN, V, 1-5).*

Préoccupée de présenter essentiellement les problèmes économiques et politiques du Chili, la grande presse a rarement mentionné ce que le putsch avait empêché sur le plan scolaire : l'école nationale unifiée, l'escuela nacional unificada (E.N.U.).

La réforme proposée a engagé une bataille scolaire importante. Comment un régime ayant opté pour le socialisme pouvait-il conserver un système scolaire hostile au peuple, à la démocratisation et méprisant pour des travailleurs ? Le gouvernement Allende étudia avec des experts de Cuba, d'Allemagne Orientale et de Chine le système d'éducation le plus nécessaire à la transformation d'un pays dans lequel l'église catholique joue un rôle important avec ses écoles, ses universités, ses associations de maîtres.

Signé par le Président Allende le 30 octobre 1972, le décret de démocratisation de l'enseignement ne parut au journal officiel que le 12 avril 1973, après de nombreuses manœuvres de retardement et la préparation de contre-offensives comme celle de la F.I.D.E.S. (Federation de Institutos de Educacion Secundaria) qui groupe au Chili les établissements privés (Educacion particular).

1. L'engagement

Or, pour sa politique scolaire autant que pour sa politique générale, le gouvernement Allende comptait sur le ralliement de la démocratie chrétienne. Sans doute le soutien du M.A.P.U. (aile gauche dissidente de la Démocratie Chrétienne, alliée à l'Unité Populaire) lui était-il acquis mais il ne comptait que 300 prêtres sur 1 500. Dans son ensemble, l'Eglise de l'Amérique Latine prend fréquemment des positions avancées qui pourraient faire croire à un engagement. Mais à l'heure de la vérité, les réflexes sociologiques jouent en faveur de la réaction. C'est ce qui s'est vérifié, avec éclat, au Chili. Partant de la constatation qu'en Amérique Latine, 5 % de la population jouit de 33 % des revenus, le clergé n'hésitait pas à développer « une théologie de la libération », à réclamer « une éducation libératrice ».

Entrant dans les détails, *La revista de pedagogia*, sous la plume de Alfredo Matte (n° 172, oct.-nov. 72) définit le point de vue catholique d'une éducation libératrice :

1) *Connaissance et analyse critique des éléments déterminants de la situation du sous-développé (la revue fait par ailleurs fréquemment allusion aux ouvrages de Paulo Freire : l'éducation comme pratique de la liberté, l'éducation des opprimés).*

2) *Connaissance des facteurs qui ont limité le développement de la culture et des valeurs propres ainsi que de l'expression authentiquement populaire des peuples latino-américains.*

3) *Valorisation des apports de la technique, de la science et du développement industriel au développement des peuples.*

4) *Eveiller, stimuler les valeurs de solidarité, de liberté, de démocratie, de créativité, de justice et des autres fondements d'un changement social et d'une capacité pour l'éduqué, dans une perspective de transcendance, d'avancer dans un processus de personnalisation dans la société.*

5) *Pour former des élèves imprégnés des valeurs démocratiques et les préparer à les mettre en œuvre, il est nécessaire de les encourager à participer à leur développement éducatif, avec le maximum de succès.*

6) *Valorisation du travail, moyen de libération.*

7) *Favoriser une éducation qui valorise les efforts que chacun, selon ses capacités, habiletés et intérêts mettra au service de la communauté.*

Les photos illustrant cet article sont

8) *Dénoncer les éléments de la culture actuelle qui empêche la libération de l'homme.*

9) *Connaissance et valorisation des efforts des peuples sud-américains dans leur lutte commune pour la liberté et l'indépendance totale.*

2. Le projet E.N.U.

Un lecteur de bonne foi, en comparant ces proclamations à l'exposé des motifs du décret fondant l'École Nationale Unifiée, serait tenté de penser que les premiers ont fortement inspiré les seconds : Le projet de l'École Nationale Unifiée se présente comme « *un système national pour l'éducation permanente dans une société en transition vers le socialisme* ». L'école chilienne sera :

- Nationale :** *pour que naissent des efforts intellectuels, sociaux, matériels de la communauté chilienne, la prise de conscience de son identité et de sa souveraineté.*
- Unifiée :** *pour donner un caractère de continuité entre l'école et la vie, entre les enseignements de base et universitaires, pour intégrer les canaux scientifiques-humanistes et technico-professionnels.*
- Diversifiée :** *pour répondre aux tâches différenciées que réclame le développement du pays, des régions, des communes.*
- Démocratique :** *fondée sur la participation du peuple à sa création et à son développement et à la lutte contre les discriminations, pour un accès à la culture permanente.*
- Pluraliste :** *parce qu'elle n'imposera aucune doctrine mais encouragera chez chacun sa forme de pensée personnelle dans une pédagogie créative capable d'affronter la réalité avec un esprit scientifique et critique.*
- Productive :** *en valorisant le travail par son incorporation pendant l'éducation pour assurer la liaison entre la théorie et la pratique et substituer à une mentalité individualiste le sens de la productivité et de la solidarité.*
- Intégrée à la communauté :** *en participant à l'élévation de son niveau culturel scientifique et technologique.*
- Humaniste :** *s'appuyant sur une conception unitaire de la culture incorporant la science et la technologie aux humanités.*
- Planifiée :** *liée à la planification du développement global national pour réaliser les buts fixés par la société.*

R. UEBERSCHLAG.



3. La trahison

Le cardinal de Santiago, quarante-huit heures après le coup d'état et quatre autres évêques réclamaient : « *le respect pour ceux qui sont tombés dans la lutte et tout d'abord pour celui qui a été le président de la République* ». Mais en même temps une messe est célébrée dans une église en présence du Général Pinochet et le même cardinal déclare à cette occasion : « *Nous avons préféré l'ordre au désordre, l'autorité à l'anarchie.* »



Le double jeu du clergé s'était fait moins attendre pour le revirement scolaire. Cette école libératrice, tant souhaitée, voilà que, bien avant le putsch, elle devenait haïssable. Une journée nationale est organisée contre le projet le 31 mars (avant sa parution au J.O.) et les 400 délégués des établissements privés font au projet gouvernemental un procès en règle. Le projet, d'après eux, est tout à fait inacceptable du point de vue idéologique, pédagogique, légal, financier et opérationnel.

*C'est l'heure
de partir,
c'est l'heure
dure et
froide
(Pablo Neruda).*

En imposant aux élèves un travail manuel productif, ne viole-t-on pas la liberté des parents de choisir un style d'éducation ? En s'inspirant des modèles est-allemand, cubain et chinois, ne méprise-t-on pas le génie national ? En n'offrant aucune alternative au projet, ne force-t-on pas l'adhésion des citoyens ? En n'engageant aucune évaluation du système éducatif en cours (tant décrié) ne se prive-t-on pas d'une analyse scientifique comparative entre l'ancien projet et le nouveau ? En acceptant en masse, de nouveaux enseignants et de nouveaux élèves pour une formation permanente, ne dévalue-t-on pas les diplômes ? En ne soumettant pas le projet à une expérimentation partielle de plusieurs années, ne va-t-on pas à l'aventure ? En a-t-on évalué avec précision le coût ? Une école unifiée ne compromet-elle pas la liberté de conscience garantie par la constitution ? En privilégiant la production, ne va-t-on pas vers la « domestication », c'est-à-dire vers une « société d'esclaves » ? Conclusion de la confédération nationale des étudiants des universités privées :

*« Personne, absolument personne, en ce moment, ne peut se tenir en marge du mouvement historique pendant lequel se joue l'avenir de notre éducation et le destin de notre patrie. »
(Revista de pedagogia, 2e trimestre 1973.)*

Quelques semaines plus tard, tout rentrait dans l'ordre et le haut clergé notait avec satisfaction que la junte se réclamait de l'humanisme et du christianisme pour préparer une nouvelle constitution.

R. UEBERSCHLAG